

MANUEL **PROVOX**
2025-2026

CONNECTER L'UE AVEC LES JEUNES





Note de lecture

Afin de favoriser une lecture plus fluide et une meilleure accessibilité, ce manuel emploie le féminin comme genre générique pour désigner l'ensemble des personnes, quel que soit leur genre. De plus, le texte est présenté en alignement à gauche (non justifié) afin de faciliter la lecture.

Septembre 2026



I. INTRODUCTION

Edito	P.4
Le Dialogue UE Jeunesse	P.5
Une chronologie de la campagne	P.6
La thématique de la campagne.....	P.8
A quoi sert le manuel ?	P.11

II. PLAIDOYER

Thématique 1 : Cohésion et sentiment européen.....	P.12
Thématique 2 : Participation et citoyenneté	P.16
Thématique 3 : Gouvernance et transparence.....	P.20
Thématique 4 : Mobilité et opportunités.....	P.24
Thématique 5 : Evaluation et Politiques européennes.....	P.28

III. INFORMATIONS PRATIQUES

Les membres du GNT	P.32
Les contacts.....	P.34



Un chiffre suffit à poser le cadre : seul un jeune sur trois considère que ses besoins sont réellement pris en compte dans les politiques de l'Union Européenne selon la consultation Provox.

Ce constat révèle un décalage profond. L'Union européenne structure concrètement la vie des jeunes, mais elle reste largement perçue comme distante et complexe. Le lien existe mais il demeure fragile, souvent dépendant d'expériences ponctuelles plutôt que d'une compréhension politique durable.

Ce décalage n'est pas anodin : il interroge directement la capacité de l'Union européenne à faire vivre son projet démocratique auprès des jeunes.

Connecter l'Union européenne avec les jeunes ne peut pas relever uniquement d'un enjeu de communication. C'est une question de pouvoir d'agir. Cela suppose de reconnaître les jeunes comme des actrices à part entière des décisions qui les concernent, et non comme de simples publics consultés.

Donner une place aux jeunes, cela demande de sortir d'une participation symbolique. Sans effets concrets, sans retour visible et mesurable, la participation perd son sens et alimente la défiance. Les jeunes le disent clairement : être écouté ne suffit pas, il faut pouvoir être entendu et avoir un réel impact.

Connecter l'UE avec les jeunes doit aussi créer des espaces de participation accessibles à toutes : qu'importe nos ressources, nos territoires de provenance ou nos parcours de vie. Si on construit des opportunités européennes qui touchent principalement des jeunes urbains et diplômés issus de l'hexagone, on nourrit une Europe à plusieurs vitesses vectrices d'inégalités.

A ces conditions, il devient possible de changer de perspective : passer d'une Europe perçue comme distante à une Europe vécue, comprise et investie. L'enjeu est politique : il s'agit de faire de la participation des jeunes un levier effectif de démocratie, au service d'une Union européenne plus juste, plus lisible et plus proche de toutes.

Laure Niclot

Vice-présidente
« Europe International »

Sarah Biche

Co-présidente du Cnajep et
Vice-présidente
« Politique jeunesse »

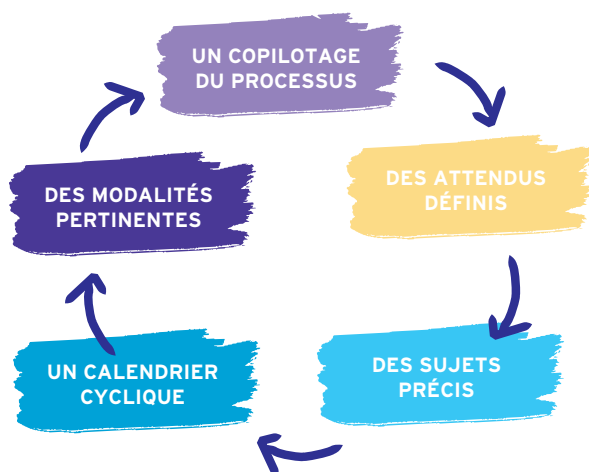
LE DIALOGUE DE L'UE EN FAVEUR DE LA JEUNESSE



Au niveau Européen

Le Dialogue Structuré est une méthode conçue pour renforcer l'efficacité des politiques publiques en favorisant un dialogue actif entre les citoyennes, la société civile et les décideuses tout au long de la conception, de la mise en œuvre, du suivi et de l'évaluation des politiques publiques. **Cette méthode repose sur cinq principes fondamentaux, interdépendants, qui sont essentiels pour garantir un engagement total de toutes les parties prenantes et aboutir à des résultats politiques concrets :**

*On parle de
5 ingrédients*



Institutionnalisée à partir de 2011 par l'Union européenne, cette méthode a été principalement appliquée dans le domaine de la jeunesse. **C'est ainsi qu'est né le Dialogue de l'UE en faveur de la Jeunesse**, un cadre permettant aux jeunes et aux décideuses de co-construire les politiques européennes

en matière de jeunesse. Le Dialogue UE Jeunesse ne se limite donc pas à une simple consultation des jeunes mais constitue un réel processus de participation citoyenne des jeunes. Pour cela, il vise à produire un résultat concret : l'adoption d'une résolution par le Conseil de l'Union européenne.

Ce processus s'articule autour de trois grandes étapes, rythmées par les Conférences européennes de la jeunesse, et s'étend sur une période de 18 mois. Chaque campagne de Dialogue UE Jeunesse s'appuie sur un ou plusieurs des 11 Objectifs européens pour la jeunesse, qui orientent les discussions, les objectifs et les actions menées.



Au niveau National

Pour animer ce processus et adapter les campagnes aux réalités de chaque État membre, chaque pays dispose d'un Groupe National de Travail. Ce groupe réunit, au minimum, le Conseil National de la Jeunesse, le ministère en charge des questions de jeunesse, et l'Agence Erasmus+ du pays concerné.

En France, c'est le Cnajep qui, en tant que Conseil National de la Jeunesse, coordonne les campagnes du Dialogue UE Jeunesse. Afin de mieux s'approprier le processus, le Groupe National de Travail français a décidé de lui donner une identité spécifique, appelée **Provox**. Ainsi, les campagnes du Dialogue UE Jeunesse en France sont connues sous le nom de "campagnes Provox". Lors de la 11^e campagne, 31 structures se sont jointes à ce groupe de travail pour contribuer au processus.

18
MOIS

La chronologie de la campagne

PHASE DE
CONSULTATION
& sondage en ligne
JANVIER À JUILLET

JANVIER 2025
Lancement de
la campagne

5-6 AVRIL
Atelier de
consultation
pendant
l'évènement
Europe
Engagée de
l'Agence
Erasmus+

21-22 MAI
Atelier de
consultation
au Parlement
européen
co-construit
avec

MFR
CULTIVONS LES MÉTIERS

28 MAI
Ateliers de
consultation
lors des
rencontres
régionales
du

cràjep
La Réunion

2025

2 AU 5 MARS
Lublin, Pologne
1^{ÈRE} CONFÉRENCE
EUROPÉENNE DE
LA JEUNESSE

7 MAI
Stand de diffusion
de la campagne
sur un évènement
avec

FAGE
Fédération des associations
de jeunes

17 MAI
Atelier de consultation
co-construit avec

un réseau national
d'acteurs et d'élus
enfance jeunesse
anacej

24 MAI
Atelier de consultation
aux rencontres
nationales
Handanimique

**la fédé
100%
HANDANIMIQUE**
pour la réussite des jeunes handicapés

12 JUIN
Atelier de
consultation
co-construit
avec

AMSED

PHASE DE
MISE EN OEUVRE
*& d'élaboration des
recommandations*
JUILLET À JANVIER

JUILLET 2025
Lancement
de la phase
de mise
en oeuvre



12 ET 14 DÉCEMBRE
FESTIVAL PROVox
*Temps fort national
de consolidation des
recommandations*

PHASE DE
CONCLUSIONS
JANVIER À JUIN

JANVIER 2026
Lancement
de la phase
de conclusions



2026

CLÔTURE

JUILLET
Clôture de
la phase de
consultation et
transmission
des résultats

22 AU 24 SEPTEMBRE
Copenhague, Danemark
2^{ÈME} CONFÉRENCE
EUROPÉENNE DE
LA JEUNESSE

17 AU 20 MARS
Nicosie, Chypre
3^{ÈME} CONFÉRENCE
EUROPÉENNE DE
LA JEUNESSE

JUIN 2026
Clôture
officielle de
la 11^e campagne
Provox



La campagne CONNECTER L'UE AVEC LES JEUNES

La campagne « Connecter l'Union européenne avec les jeunes » a permis de répondre à l'Objectif européen pour la jeunesse **n° 1 Connecter l'UE avec les jeunes**. Cet objectif vise à « Favoriser le sentiment d'appartenance des jeunes au projet européen et construire un pont entre l'Union européenne et les jeunes afin de restaurer la confiance et d'accroître la participation. ».

Dans un contexte où un nombre grandissant de jeunes manquent de confiance envers les institutions et rencontrent des difficultés à comprendre les principes, les valeurs et le fonctionnement de l'Union européenne.

*La réflexion s'articule
autour de 5 sous-thématiques :*



**COHÉSION &
SENTIMENT
EUROPÉEN**



**PARTICIPATION
& CITOYENNETÉ**



**GOVERNANCE
& TRANSPARENCE**



**MOBILITÉ
& OPPORTUNITÉ**



**ÉVALUATION &
POLITIQUE EUROPÉENNE**

Ces 5 sous-thématiques ont été identifiées lors de la phase de consultation qui a duré 6 mois. 6 ateliers rassemblant environ 252 jeunes et un sondage en ligne de plus de 1 000 répondantes ont permis de relever des tendances d'opinion des jeunes sur ces sujets.

Le panel consulté

DANS LE CADRE DE LA 11^e CAMPAGNE PROVOX RÉUNIT 1 289 JEUNES

(1 037 via le sondage quantitatif et 252 via les ateliers qualitatifs).



Tranches d'âge

Le panel couvre l'ensemble de la tranche 13-30 ans, avec **une forte présence des 19-25 ans (54,6 %)** et **27,5 % de mineures**, une proportion proche de la **réalité nationale** où les moins de 18 ans représentent environ un tiers des 13-30 ans.



Genre

La répartition par genre montre que **62 % des répondantes s'identifient comme des femmes**, un niveau un peu supérieur à leur proportion réelle parmi les 15-29 ans (environ 49-50 %).



Répartition territoriale

Territorialement, **19,5 % des participantes vivent en zone rurale**, une part cohérente avec la répartition nationale, tandis que **38 % résident en grande ville** et **29 % en ville moyenne**.



Situation socio-économique

La consultation rassemble également une diversité socio-économique notable : **29,5 % des jeunes déclarent disposer de faibles moyens financiers**, permettant d'intégrer dans l'analyse les réalités d'une partie importante de la jeunesse en situation de précarité.



Situation professionnelle

Sur le plan des études et de l'emploi, le panel reflète une répartition globale proche des tendances observées au niveau national :

- 15 % des répondantes sont au collège ou au lycée
- 33 % dans l'enseignement supérieur
- 8 % en alternance
- 18 % en emploi
- et environ 8 % en recherche d'emploi

Une configuration cohérente avec les données de l'INSEE indiquant que 56,6 % des 15-29 ans sont actifs (emploi ou chômage) et qu'une part importante demeure en formation. Enfin, la présence de jeunes sans emploi ou en transition dans le panel s'inscrit dans un ordre de grandeur comparable au taux national d'environ 12 % de NEET parmi les 15-29 ans.

Ainsi, hormis quelques écarts identifiés, notamment une **surreprésentation des jeunes femmes et des 19-25 ans, la composition du panel demeure globalement proche des caractéristiques des jeunes françaises**, offrant une base solide pour analyser les perceptions, attentes et besoins exprimés dans le cadre du Dialogue UE Jeunesse.



Les objectifs Européens pour la jeunesse



#1
Connecter
L'UE avec
les jeunes

Il s'agit de répondre aux raisons qui éloignent les jeunes de l'Union européenne en agissant sur trois leviers principaux : l'accès à une information claire et adaptée, l'éducation à l'Europe dans les cadres formels et non formels, et la participation réelle des jeunes aux processus décisionnels. L'objectif est de renforcer la transparence, la représentativité et l'impact des politiques européennes afin que les jeunes puissent mieux comprendre, s'approprier et influencer concrètement le fonctionnement démocratique de l'UE.

A quoi sert le manuel ?

COMMENT S'ORGANISE LE MANUEL ET À QUOI IL SERT ?

Le manuel rassemble l'ensemble des ressources et des propositions développées au cours de cette 11^{ème} campagne. Il sert de référence pour consolider les connaissances accumulées sur le sujet et poursuivre les débats.

Sauf mention contraire, les données et chiffres présentés dans ce manuel sont issus de la consultation Provox menée dans le cadre de la 11^{ème} campagne du Dialogue de l'UE en faveur de la jeunesse.

L'objectif principal du manuel est de lancer un travail de plaidoyer.

Le plaidoyer est un processus collectif et réfléchi visant à provoquer des changements directs, par exemple dans les politiques publiques, mais aussi des changements indirects, comme l'évolution des représentations ou des opinions du grand public.

Pour structurer ces efforts, le manuel est divisé en **cinq thématiques**. Chaque section comprend une introduction qui présente la thématique, les chiffres et des informations recueillies lors de la phase de consultation, les propositions nationales et les résultats européens.

Avoir un angle d'attaque et prendre le sujet par une problématique

Comment faire en sorte que les opportunités de mobilité européenne soient mieux connues et accessibles à tous les jeunes ?

Les propositions des jeunes français·es

Proposition 1

Financer des accompagnateur·rices spécialisés·es en mobilités pour permettre à tous les jeunes d'accéder à celles-ci.

Concrètement, comment faire ?

Avoir une proposition politique forte co-construite par un processus reconnu pour plus de légitimité

Engager les publics les moins informés.

À L'ÉCHELLE EUROPÉENNE

Créer d'ici 2028 une proposition budgétaire visant à financer les formations et les postes de référent·es mobilité européen·es dans les établissements scolaires.

Proposition 2

Mener une campagne de communication inclusive sur les mobilités

Concrètement, comment faire ?

À L'ÉCHELLE NATIONALE

Répondre à des objectifs fixés en amont pour l'Etat et le Gouvernement sur de la communication pour les programmes de mobilité. Cela doit passer par un renforcement des structures et des dispositifs d'informations à toutes les échelles (régionales, départementales, communales). La communication doit être répandue sur tout le territoire avec une attention particulière aux territoires ruraux et d'outremer, tout en s'adaptant aux différents publics.

À L'ÉCHELLE EUROPÉENNE

Allouer un budget spécifique par la Commission européenne d'ici 2028 pour engager les Etats membres à développer davantage les campagnes de communication sur les programmes européens de mobilité. Cette campagne a pour objectif d'être accessible à tous les jeunes de 11 à 30 ans quel que soit le milieu socio-démographique. Pour cela elle doit être continue et cadrée.

Des pistes d'actions concrètes, à échelles nationale et européenne

Connaître le contexte politique et identifier ce qui a déjà été fait sur le sujet afin de l'améliorer ou le supprimer

CE QUE LES INSTITUTIONS FONT DÉJÀ

Erasmus+

Programme européen de mobilité, de formation et de participation des jeunes. Il finance des échanges de jeunes, des mobilités individuelles, des coopérations entre jeunes, etc. C'est ce fait principal qui détermine les participants.

<https://erasmus.eu>

Corps européen de solidarité

Dispositif européen permettant aux jeunes de s'engager dans des projets de volontariat européen de solidarité.

Identifier ce qui se fait déjà pour s'appuyer sur des initiatives existantes, trouver des partenaires ou s'inspirer

CE QUE LES ASSOCIATIONS FONT DÉJÀ

Education

Groupe d'éducation de handicap

<https://handicap.be>

Youth Run

Facilitateur constitution européenne (to)

<https://www.youth-run-la-reunion>

S'appuyer sur la résolution européenne du cycle afin de démontrer la légitimité de ce que nous portons

CE QUE DIT LA RÉOLUTION EUROPÉENNE

33. soutenir et utiliser davantage les programmes européens disponibles et d'autres instruments en tant qu'outils de promotion de l'éducation civique, en améliorant l'animation socio-éducative et l'apprentissage non formel, en promouvant les valeurs de l'UE, en soutenant la participation des jeunes et des organisations de jeunesse à la vie démocratique et en développant la résilience numérique et la préparation des jeunes.

Vous pouvez retrouver le site interactif du manuel : manuel-provox-2026.com



COHÉSION & SENTIMENT EUROPÉEN

▼

L'Union européenne s'est construite autour de valeurs communes qui permettent aux sociétés de débattre, de faire vivre le pluralisme et de décider ensemble. Pourtant, face à la polarisation, à la montée des extrêmes et à la désinformation, ces fondements se fragilisent. Les jeunes expriment un besoin d'espaces accessibles où explorer ce que signifie "faire Europe" aujourd'hui, confronter leurs points de vue, mieux comprendre les mécanismes démocratiques et imaginer ce que pourrait être l'Europe de demain : une Europe qui se construit avec les jeunes.

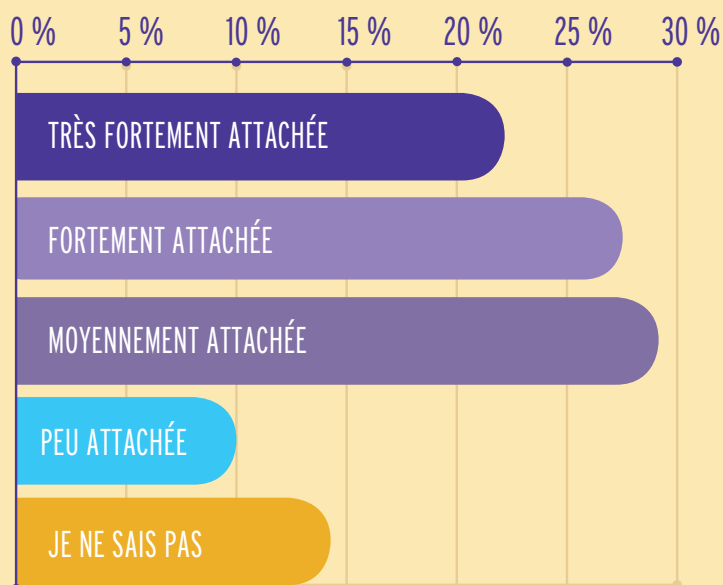
~

L'ENQUÊTE PROVOX CE QUE PENSENT LES JEUNES

→ La majorité des jeunes se déclarent attachés à l'Europe,

mais cet attachement reste souvent abstrait. Il s'appuie davantage sur des expériences vécues (mobilité, échanges culturels) que sur une connaissance du fonctionnement de l'Union européenne qui est souvent flou.

RESSENTEZ-VOUS UN ATTACHEMENT À L'EUROPE ET À VOTRE IDENTITÉ EUROPÉENNE ?



LES VALEURS AUXQUELLES ADHÉRENT LE PLUS LES JEUNES :



1 LIBERTÉ

2 DROITS DES PERSONNES APPARTENANT À DES MINORITÉS

3 ÉGALITÉ

**8 JEUNES
SUR 10**

ont cité les valeurs européennes ci-dessus comme les plus importantes.

Comment renforcer le sentiment d'appartenance des jeunes à l'Union européenne ?



Les propositions des jeunes françaises

Proposition 1

Je suis jeune européenne et je ne m'engage pas pour rien !

Concrètement, comment faire ?



À L'ÉCHELLE NATIONALE

Avoir un **socle commun** sur ce qu'est l'Europe, et qui elle représente, avec pour but de **sensibiliser, d'informer** et de développer l'**esprit critique des jeunes** à ce que sont l'Europe et l'Union Européenne de **6 à 18 ans**. La France serait l'un des pays test de ce dispositif, **des réseaux nationaux associatifs se mobiliseraient** avec un appui institutionnel pour permettre à chaque jeune de participer à des temps d'information. Cette coopération serait soumise à la **volonté et à la capacité des organisations d'éducation non-formelle** de prendre part au projet.



À L'ÉCHELLE EUROPÉENNE

Aller plus loin dans la citoyenneté européenne, en proposant **plus d'opportunités de volontariat**. Les jeunes pourraient notamment répondre à un **appel à projet** portant sur une **thématique** en lien avec les **orientations politiques européennes**.

Proposition 2

Créer un réseau associatif de la citoyenneté européenne pour passer d'une UE distante à une UE plus présente, renforcer le sentiment d'appartenance et lutter contre l'euroscepticisme qui est un frein la cohésion européenne.

Concrètement, comment faire ?



À L'ÉCHELLE NATIONALE

Encourager l'**intérêt des jeunes pour l'UE**, ses institutions, ses valeurs, son histoire et plus encore en créant un **réseau associatif de la citoyenneté européenne au plus tard en 2029**, faisant le lien entre **les associations de culture, de l'éducation populaire mais également celles de l'UE**. Le réseau aurait une double mission : mettre en place une **journée annuelle de la citoyenneté européenne** dans les **collèges et lycées** adaptée à chaque niveau et investir **les espaces de proximités partagés** (tiers lieux, bibliothèques etc.) pour que l'UE ait une réalité concrète dans la vie quotidienne de ses citoyennes, citoyens au niveau national. Cette journée serait basée sur un **partenariat entre le ministère de l'éducation nationale et le tissu associatif** pour créer **des activités ludiques standardisées** qui composeraient la journée et des ateliers permettant de rendre l'**UE plus accessible** pour les jeunes.



À L'ÉCHELLE EUROPÉENNE

Inscrire cette proposition dans le cadre de la **stratégie européenne de la jeunesse** pour permettre une **meilleure compréhension de l'Europe** chez les jeunes. Puis à l'issue de la première édition organisée en France, **recueillir des retours d'expériences auprès des enseignantes et des jeunes participantes**. Ces retours seraient ensuite **transmis et revalorisés** au sein du **conseil de l'UE**, ainsi qu'au **Parlement européen** par l'intermédiaire des députées européennes françaises.





CE QUE LES INSTITUTIONS FONT DÉJÀ



Portail européen de la jeunesse

Outil d'information centralisé de l'Union européenne visant à rendre l'UE plus compréhensible pour les jeunes, en présentant leurs droits, les valeurs européennes et les opportunités existantes.

youth.europa.eu/_fr



DiscoverEU :

DiscoverEU permet aux jeunes de 18 ans de vivre une expérience de voyage en Europe, seule ou en groupe. Des soutiens existent pour garantir l'accès des jeunes ayant moins d'opportunités :

youth.europa.eu/discovereu_fr



Découvrir le monde :

Découvrir le monde est une plateforme du ministère de la Jeunesse qui centralise des informations sur les opportunités de mobilités internationales. Elle vise à rendre ces dispositifs plus accessibles :

decouvrirlemonde.jeunes.gouv.fr



CE QUE LES ASSOCIATIONS FONT DÉJÀ



Europe par les jeunes :

Les Jeunes Européens interviennent dans vos classes, centres de loisirs et structures de jeunes et de jeunesse pour les sensibiliser aux questions européennes :

europeparlesjeunes.fr



L'E.M.A :

L'Éducation aux Mondes et aux Autres regroupe des actions des MFR favorisant ouverture, culture, citoyenneté et engagement des jeunes :

mfr.bzh/pages/education-aux-mondes-et-aux-autres



CE QUE DIT LA RÉOLUTION EUROPÉENNE

Les États membres sont invités à tenir compte des résultats du 11^e cycle du dialogue de l'UE en faveur de la jeunesse, dont les résultats de la consultation* indiquent que, du point de vue des jeunes, le sentiment d'appartenance et de confiance dans l'UE, ainsi que le soutien aux valeurs communes de l'UE, peuvent être renforcés en améliorant l'éducation civique, en particulier dans les écoles, sur des sujets liés à l'Europe et à l'UE, tels que ses valeurs et le fonctionnement des institutions de l'UE »

* Moxon, D., Bárta, O. (2025). EUYD11 Results of the Consultation Phase: Connecting the EU with Youth (Résultats de la phase de consultation du 11^e cycle du dialogue de l'UE en faveur de la jeunesse: Connecter l'UE avec la jeunesse). DOI : 10.5281/zenodo.16911319.



PARTICIPATION & CITOYENNETÉ

Alors que les décisions européennes ont un impact direct sur la vie des jeunes (emploi, mobilité, climat, numérique, éducation...), leur implication dans les processus décisionnels reste limitée. Seuls 46 % des jeunes Européennes ont voté aux élections européennes de 2019, un chiffre en hausse mais toujours inférieur à celui des autres catégories d'âge.

Or, la participation ne peut se limiter au vote : elle suppose des espaces de dialogue réguliers entre jeunes et institutions européennes. Pourtant, ces consultations manquent souvent de visibilité et d'impact réel. Beaucoup de jeunes les perçoivent comme symboliques, sans effet concret, alimentant frustration et désengagement.

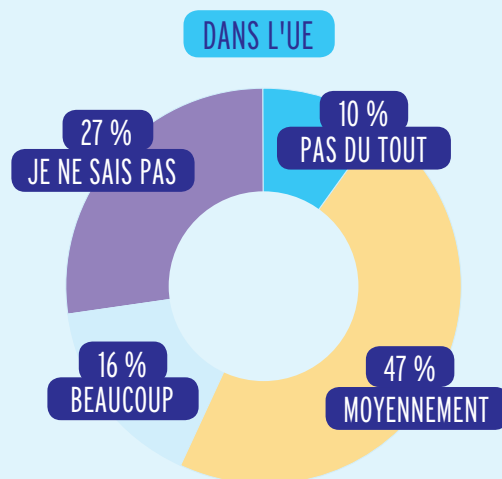
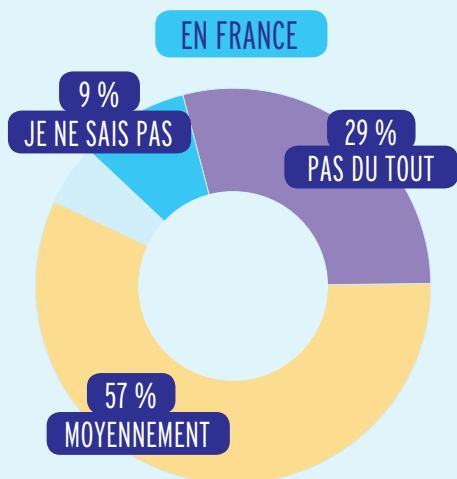
L'ENQUÊTE PROVOX

CE QUE PENSENT LES JEUNES

Les jeunes reconnaissent le rôle démocratique de l'UE mais jugent leur voix marginale, avec des consultations perçues comme symboliques :

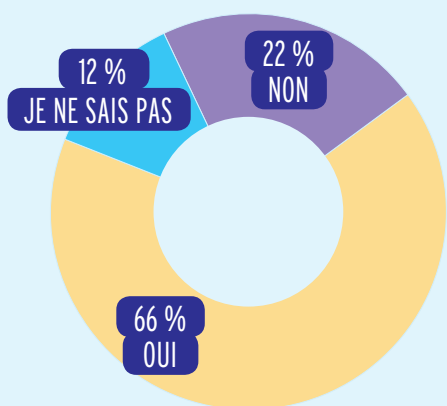
→ "On écoute sans, vraiment entendre"

AVEZ-VOUS L'IMPRESSION QUE LES BESOINS ET PRÉOCCUPATIONS DES JEUNES SONT PRIS EN COMPTE DANS LES LOIS ET LES POLITIQUES ?



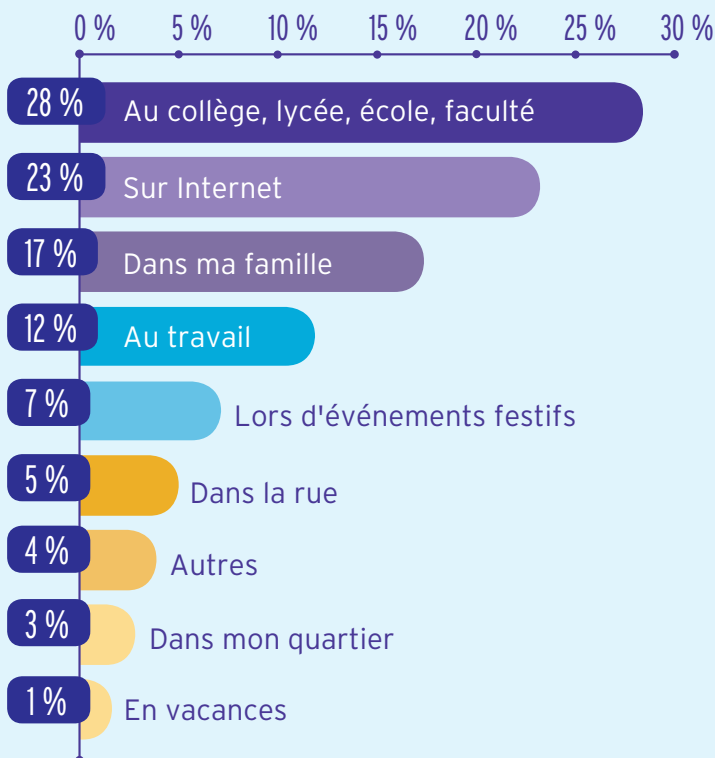
→ **1 JEUNE SUR 3** se sent ignorée en France *contre* **1 JEUNE SUR 10** dans l'UE

RENCONTREZ-VOUS RÉGULIÈREMENT DES PERSONNES EXPRIMANT DES OPINIONS TOTALEMENT OPPOSÉES AUX VÔTRES ?



SI OUI, OÙ LES RENCONTREZ-VOUS LE PLUS SOUVENT ?

On constate un besoin d'espaces de dialogues sécurisés et inclusifs



Comment développer une participation citoyenne réelle et durable des jeunes, dans un contexte de polarisation du débat public et de manque de reconnaissance de leur parole ?



Les propositions des jeunes françaises

Proposition 1

Sensibiliser à l'engagement citoyen

Concrètement, comment faire ?



À L'ÉCHELLE NATIONALE

Donner une place prépondérante à l'**EMC (Education Morale et Civique)** via une **refonte du programme** à raison d'une heure par semaine. La matière intégrera de nouvelles thématiques sensibilisant à la **citoyenneté européenne, au développement de l'esprit critique, à l'éducation aux médias et à l'information**. Pour se faire le Ministère lance un **appel** pour discuter avec les **institutions européennes et les mouvements d'éducation populaire** afin d'aboutir à un **programme, clair réaliste et structuré**. A terme, le nouveau programme devra intégrer des **outils pédagogiques, ludiques et participatifs** avec **minimum 6h d'intervention de mouvements d'éducation populaire dans l'année**, tous niveaux confondus. L'objectif de délivrance de ce programme serait à **horizon 2030**.



À L'ÉCHELLE EUROPÉENNE

Mettre en place les **JECE, les journées de l'engagement et de la citoyenneté européenne**. D'une part, les jeunes prennent part à une **journée de l'engagement** qui les met en relation avec des **acteurs associatifs** ; cette journée devra être effectuée entre **15 et 18 ans**, avec pour objectif de susciter l'engagement. Cette journée serait sur le même principe que celui de la JDC en France.

Lors de cette journée seront abordés le **fonctionnement de l'Union européenne et les opportunités et programmes** à destination des citoyennes, européennes. L'objectif est de renforcer la **citoyenneté européenne, le sentiment d'appartenance et le vote**.

Proposition 2

Valoriser l'engagement personnel pour l'intérêt général dans l'enseignement

Concrètement, comment faire ?



À L'ÉCHELLE NATIONALE

Créer un **statut du jeune engagé**, afin d'améliorer la reconnaissance de l'engagement dans le milieu scolaire. Il faut une conciliation entre milieu scolaire et engagement :

- **Justification des absences** liées à l'engagement et aménagement de l'emploi du temps - Accompagnement des élèves par une tutrice volontaire (CPE ; professeur ; assistant d'éducation) dans le cadre d'une option/section ce qui permettrait aux élèves d'apprendre à valoriser leurs compétences, projets d'engagement, etc.
- **Épreuve finale optionnelle** où l'élève peut présenter son engagement, les projets qu'il a pu mener etc. sous forme écrite ou orale au choix qui donne lieu à une note permettant d'avoir des points bonus.
- **Mention sur les diplômes de l'engagement** « jeune engagée » ou « étudiant engagé et attestation de compétences validées par les établissements scolaires
- **Rattrapages facilités des examens** manqués à cause de l'engagement
- **Création d'un quota d'heures dues au droit à manquer** (une journée par trimestre) si besoin de plus passage devant une commission pour convenir du nombre d'heures



À L'ÉCHELLE EUROPÉENNE

Reconnaître un **statut du jeune engagée et une équivalence en crédits ECTS** ; Mettre en place au niveau européen une **campagne de communication autour des missions européennes d'intérêt général et du volontariat**. Au niveau de l'**Europass et du Youthpass** mais aussi des autres initiatives européennes à destination des jeunes mettre en place **plus de campagnes de communication** et l'introduire dans les milieux scolaires nationaux.



CE QUE LES INSTITUTIONS FONT DÉJÀ

- ✓ **Dialogue structuré territorial :**
Le DST inspiré du **Dialogue UE jeunesse** et porté par **le Cnajep**, est inscrit dans la loi de 2017 qui prévoit un **dialogue annuel** entre **jeunes, société civile** et **pouvoirs publics**.
dialogue-structure.fr
- ✓ **Jeune et citoyen :**
« **Le guide de mes premières démarches** », un guide pratique pour les **15-25 ans** couvrant démarches, droits, engagement et ressources utiles.
jeunes.gouv.fr/jeune-et-citoyen-le-guide-pour-bien-demarrer-dans-la-vie-2474
- ✓ **Plateforme de participation des enfants de l'UE**
Dispositif mis en place par la Commission européenne qui permet **aux enfants et adolescentes de moins de 18 ans** de **contribuer** à l'expression de leurs points de vue sur des **politiques européennes qui les concernent**.
youth.europa.eu/_fr



CE QUE LES ASSOCIATIONS FONT DÉJÀ

- ✓ **Le Parlement des jeunes de la Réunion**
Une instance de jeunesse pour et par la jeunesse, représentative pour débattre et faire des propositions de politiques publiques jeunesse pour le territoire :
youtu.be/9f3n0kaVSjM
- ✓ **Fabrique de l'e-citoyenneté :**
l'AMSED organise des ateliers en ligne de citoyenneté numérique (lutte contre haine, désinformation, etc.) et création de contenus de sensibilisation.
fabriqueledecitoyennete.amsed.fr
- ✓ **Handébat Europe :**
Soirées débat avec des candidats et candidates à des élections (locales, nationales ou européennes) sur les thématiques jeunesse et handicap.
facebook.com/HandebatFrance/



CE QUE DIT LA RÉOLUTION EUROPÉENNE

Il faut continuer d'aider les parties prenantes du dialogue de l'UE en faveur de la jeunesse à s'adresser aux jeunes de zones rurales, de régions ultrapériphériques et de contextes socioéconomiques défavorisés et à les faire participer, grâce à des mécanismes de communication et de soutien ciblés, y compris en encourageant la participation aux niveaux local et régional.



GOUVERNANCE & TRANSPARENCE

✓

L'un des défis majeurs de l'Union européenne est son déficit démocratique perçu par une partie des citoyens. De nombreux jeunes ont le sentiment que les décisions européennes sont prises sans eux et qu'elles manquent de clarté et de transparence. Ce sentiment est renforcé par la complexité des institutions et par le manque de lisibilité des processus décisionnels.

~

L'ENQUÊTE PROVOX* CE QUE PENSENT LES JEUNES

Quel rapport ont les jeunes aux institutions européennes et que pensent-ils de leur prise en compte dans les politiques européennes ?



LES JEUNES ATTENDENT DAVANTAGE DE L'UE

mais la perçoivent comme complexe et distante, un manque de compréhension qui freine la confiance

58,44 %

demandent des **INFORMATIONS PLUS COMPRÉHENSIBLES** sur les politiques.

Quelles mesures devraient être mises en place pour renforcer la prise en compte des jeunes dans l'UE ?

- 1 Consultation régulière des jeunes sur des sujets d'actualité
- 2 Contacts plus réguliers entre les jeunes et les décideuses
- 3 Dialogue intergénérationnel
- 4 Augmentation du nombre de jeunes décideuses
- 5 Création de plus de conseils consultations de jeunes pour conseiller sur les nouvelles politiques

Quels éléments pourraient améliorer votre compréhension des décisions politiques ?

- 1 Accès à des informations claires sur les sujets politiques actuels
- 2 Accès à des informations compréhensibles sur l'élaboration des politiques
- 3 Consultation régulière sur les sujets liés aux politiques publiques



Face à une Union européenne perçue comme complexe et peu lisible, et à un manque de retours sur les consultations citoyennes, comment permettre aux jeunes de mieux comprendre les décisions européennes et de se sentir réellement prises en compte ?



Les propositions des jeunes françaises

Proposition 1

Créer un fonds européen pour soutenir la production de contenus web indépendants, pédagogiques et accessibles sur l'Union Européenne pour rendre plus accessibles les informations sur l'UE et faire rayonner la culture européenne.

Concrètement, comment faire ?



À L'ÉCHELLE NATIONALE

Diffuser et relayer un appel à projet pour les contenus web pédagogiques sur l'Union européenne au niveau national par les institutions gouvernementales, ministérielles et régionales et également les créatrices concernées.



À L'ÉCHELLE EUROPÉENNE

Créer un fond d'aide européen par une instance spécifique de l'Union européenne dédiée à la création de contenus web indépendants, à visée pédagogique et informationnelle autour des sujets de l'Union européenne, d'ici 2028.

L'instance en charge créera et ouvrira un appel à projet, puis vérifiera la conformité des projets et effectuera une sélection par un collège composé de fonctionnaires européennes et de personnalités qualifiées dans la création de contenus web. Enfin, une fois les financements attribués, la mise en œuvre et la publication des projets concernés feront l'objet d'un suivi.

Proposition 2

Garantir la représentativité et la redevabilité des mécanismes de consultation citoyenne

Concrètement, comment faire ?



À L'ÉCHELLE NATIONALE

Rendre compte, au niveau national, par les membres des Parlements européens et français ainsi que par le gouvernement français, **des décisions prises à la suite des propositions des conventions citoyennes**, ainsi que du **suivi de leur incorporation dans les lois et les programmes**, publiquement devant l'Assemblée nationale et, a fortiori, par des communiqués transmis aux organisations associatives et au CESE (Conseil économique social et environnemental) français.



À L'ÉCHELLE EUROPÉENNE

Rendre obligatoire, au niveau européen et sur la base des critères de recevabilité de la pétition d'initiative citoyenne, l'organisation d'**une convention citoyenne fondée sur un tirage au sort représentatif à participation obligatoire**, pouvant émerger d'une initiative citoyenne ou d'une initiative de la Commission européenne.

Soumettre les propositions issues des conventions citoyennes européennes à un vote au Parlement européen, sous réserve de leur recevabilité évaluée par la Commission européenne, et assurer pour l'ensemble de ces propositions un suivi ainsi qu'une justification fondée sur des **critères établis par les représentantes jeunes à l'échelle européenne**. Garantir par la Commission européenne **l'accessibilité de l'ensemble des processus à toutes**, avec une mise en place du mécanisme à **horizon 2030**.



CE QUE LES INSTITUTIONS FONT DÉJÀ



Conseil consultatif sur la jeunesse :

Le Conseil consultatif sur la jeunesse (CCJ) est l'organe non gouvernemental du système de cogestion du Conseil de l'Europe pour la jeunesse. Composé de représentantes d'organisations et réseaux européens de jeunesse, il conseille le Comité des Ministres sur les politiques de jeunesse.

coe.int/fr/web/youth/advisory-council-on-youth



CE QUE LES ASSOCIATIONS FONT DÉJÀ



Educathon :

Espace de dialogue entre jeunes et décideuses politiques sur des enjeux comme les discriminations dans le sport, incluant du temps sur le fonctionnement des institutions.

anestaps.org/educathon-lutte-contre-les-discriminations-dans-le-sport/



Provox régional Haut de France :

Dispositif régional du Crajep Hauts-de-France qui mobilise les jeunes (15-30 ans) pour participer, débattre et dialoguer avec les décideuses, avec un Festival annuel.

crajepddf.org/provoxhdf/



Commission Kozemen :

Commission régionale de jeunes (13-30 ans) du Crajep Réunion qui débattent et portent des plaidoyers et projets pour les jeunes du territoire.

crajep.re/kozemen/



CE QUE DIT LA RÉOLUTION EUROPÉENNE

Il est recommandé « d'améliorer la transparence du processus décisionnel de l'UE et en démontrant la pertinence et l'incidence des institutions de l'UE sur la vie quotidienne des jeunes (...) en mettant en avant les campagnes de communication des institutions de l'UE afin de promouvoir les valeurs de l'UE et de faciliter l'accès des jeunes aux informations sur le processus décisionnel de l'UE. »

An illustration of a person with purple hair, wearing a yellow crop top and blue pants, jumping over a yellow hurdle. The background is white with stylized purple and blue foliage on the left and right, and a cluster of black dots in the top right corner.

MOBILITÉ & OPPORTUNITÉS

A simple downward-pointing arrow.

L'accès aux programmes européens de mobilité et d'engagement (Erasmus+, Corps Européen de Solidarité...) reste inégalitaire. Les jeunes issus de milieux défavorisés ou vivant en zones rurales sont sous-représentés dans ces dispositifs, souvent en raison de barrières financières, linguistiques ou administratives. L'objectif est de savoir comment rendre ces programmes plus accessibles, et quelles sont les opportunités qui intéressent le plus les jeunes.

A decorative swirl or flourish.

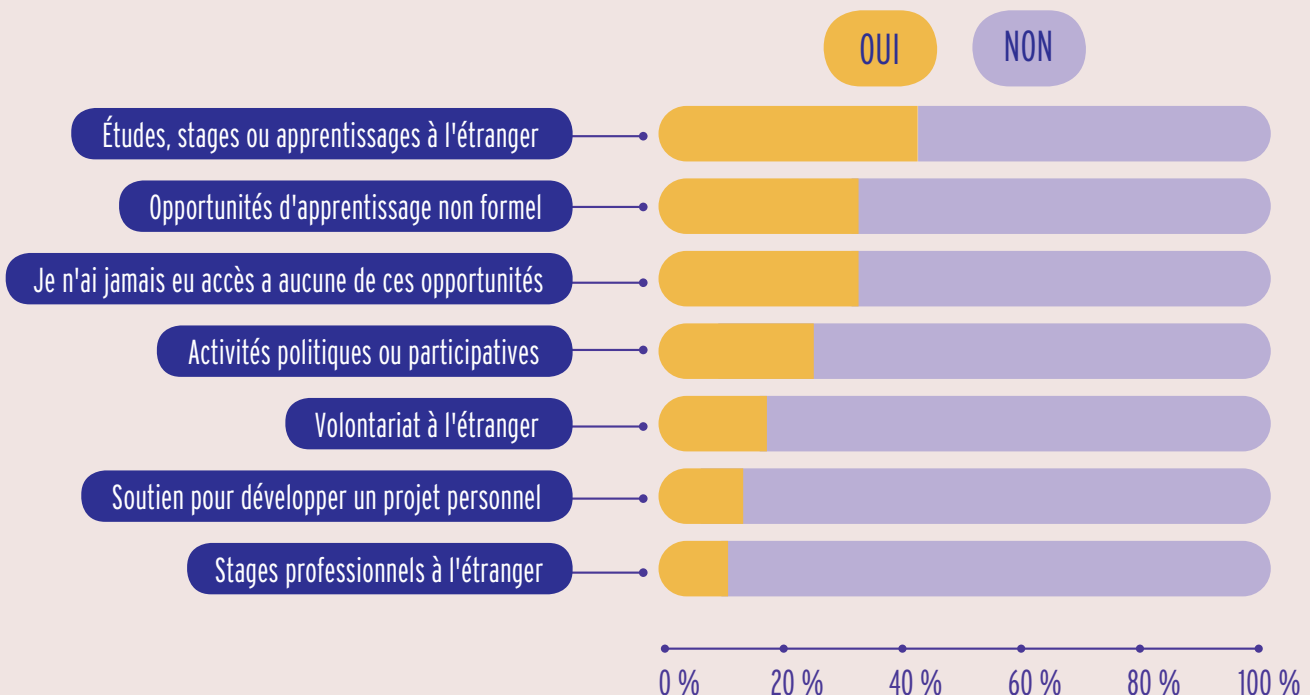
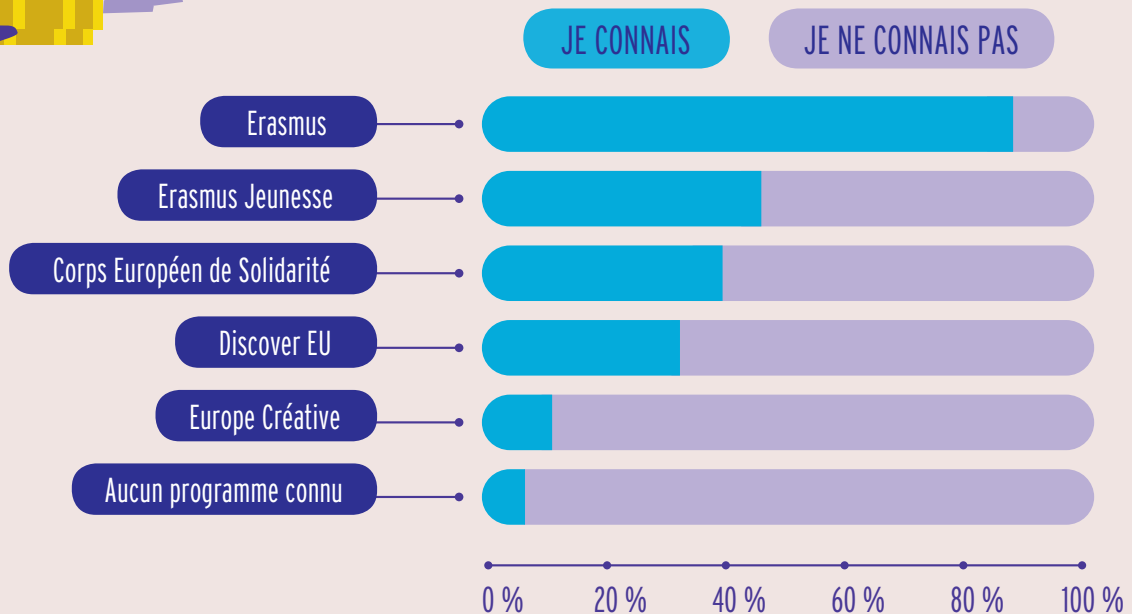
L'ENQUÊTE PROVOX CE QUE PENSENT LES JEUNES

*Il y a un fort intérêt
pour la mobilité, mais
l'accès est inégal :*



**MOINS D'1 SUR 2 CONNAISSENT
LES DISPOSITIFS AUTRE QU'ERASMUS**
(avec seulement 7 % pour Europe Créative)

ET PRÈS D'1 SUR 3 N'Y ONT JAMAIS ACCÉDÉ,
freinés par le coût, la complexité et le manque
d'accompagnement.



Comment faire en sorte que les opportunités de mobilité européenne soient mieux connues et accessibles à tous les jeunes ?



Les propositions des jeunes françaises

Proposition 1

Financer des accompagnatrices spécialisées en mobilités pour permettre à tous les jeunes d'accéder à celles-ci.

Concrètement, comment faire ?



À L'ÉCHELLE NATIONALE

Former d'ici 2030 au sein des équipes pédagogiques au moins une référente mobilité pour chaque établissement scolaire et de l'enseignement supérieur avec une attention toute particulière dans les zones rurales et les départements d'outre-mer afin de promouvoir les dispositifs de mobilités européennes les plus adaptés et accompagner les publics les moins informés.



À L'ÉCHELLE EUROPÉENNE

Créer d'ici 2028 une proposition budgétaire visant à financer les formations et les postes de référentes mobilité européennes dans les établissements scolaires.

Proposition 2

Mener une campagne de communication inclusive sur les mobilités

Concrètement, comment faire ?



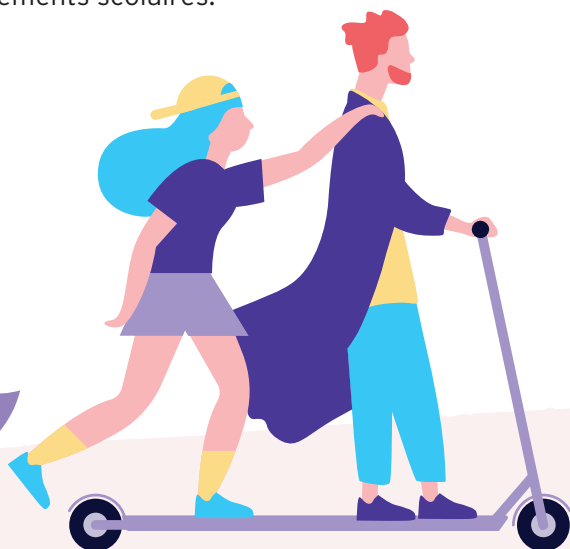
À L'ÉCHELLE NATIONALE

Répondre à des objectifs fixés en amont pour l'Etat et le Gouvernement sur de la communication pour les programmes de mobilité. Cela doit passer par un renforcement des structures et des dispositifs d'informations à toutes les échelles (régionales, départementales, communales). La communication doit être répandue sur tout le territoire avec une attention particulière aux territoires ruraux et d'outremer, tout en s'adaptant aux différents publics.



À L'ÉCHELLE EUROPÉENNE

Allouer un budget spécifique par la Commission européenne d'ici 2028 pour engager les Etats membres à développer davantage les campagnes de communication sur les programmes européens de mobilité. Cette campagne a pour objectif d'être accessible à tous les jeunes de 11 à 30 ans quel que soit le milieu socio-démographique. Pour cela elle doit être continue et cadrée.





CE QUE LES INSTITUTIONS FONT DÉJÀ



Erasmus+ :

Programme européen de mobilité, de formation et de participation des jeunes. Il finance des échanges de jeunes, des mobilités individuelles, des projets de participation et des coopérations entre organisations. L'accès se fait principalement via des structures qui déposent des projets et sélectionnent les participantes.

erasmus-plus.ec.europa.eu/fr



Corps européen de solidarité :

Dispositif européen permettant aux jeunes de s'engager dans des projets de volontariat ou de solidarité, en Europe ou à l'international, sur des missions d'intérêt général. L'accès se fait par **candidature individuelle en ligne** ou via des organisations labellisées. Les projets ont une durée limitée et offrent un cadre encadré d'engagement.

corpseuropeensolidarite.fr



CE QUE LES ASSOCIATIONS FONT DÉJÀ



Educathon :

Groupe d'entraide pour les jeunes en situation de handicap sur la mobilité internationale

handinamique.org



Youth Run :

Facilitateur par et pour les jeunes dans la constitution de dossier de mobilité européenne (tous dispositifs confondus)

helloasso.com/associations/youth-run-la-reunion



Les jeudis de l'international

Le CIDJ accompagne les jeunes dans leurs projets du Corps Européen de Solidarité, au travers d'entretiens individuels chaque mois.

cidj.com/decouvrir-le-cidj/nos-programmes/les-jeudis-de-l-international



CE QUE DIT LA RÉOLUTION EUROPÉENNE

Il est recommandé de « soutenir et utiliser davantage les programmes européens disponibles et d'autres instruments en tant qu'outils de promotion de l'éducation civique, en améliorant l'animation socio-éducative et l'apprentissage non formel, en promouvant les valeurs de l'UE, en soutenant la participation des jeunes et des organisations de jeunesse à la vie démocratique et en développant la résilience numérique et la préparation des jeunes. »



ÉVALUATION & POLITIQUE EUROPÉENNE



L'Union européenne adopte de nombreuses politiques qui affectent directement la jeunesse, que ce soit en matière d'emploi, d'éducation, de transition écologique ou de numérique. Pourtant, ces politiques ne sont pas toujours pensées avec et pour les jeunes, ce qui limite leur efficacité. Il est donc important de penser leur évaluation, et celles des objectifs européens pour la jeunesse qui les guident.



L'ENQUÊTE PROVOX CE QUE PENSENT LES JEUNES

QUELLES SONT LES PRIORITÉS POLITIQUES POUR LES JEUNES ?



1. Soutenir la santé mentale et le bien-être des jeunes



2. Renforcer la durabilité et les actions écologiques en Europe



3. Améliorer la qualité des opportunités éducatives



4. Améliorer l'inclusion sociale en Europe



5. Améliorer l'égalité des genres dans l'UE



6. Améliorer la qualité des opportunités d'emploi



7. Accroître les opportunités pour les jeunes d'influencer les décisions politiques



8. Faciliter l'accès à l'information



9. Améliorer les conditions des jeunes vivant en milieu rural



10. Renforcer la connexion entre les jeunes et l'UE



11. Améliorer les conditions pour les organisations de jeunesse en Europe



Comment construire des politiques européennes utiles et justes pour toutes les générations ?



Les propositions des jeunes françaises

Proposition 1

Mieux intégrer les jeunes dans le processus démocratique européen et national

Concrètement, comment faire ?



À L'ÉCHELLE NATIONALE

Transmettre d'ici 2030 les évaluations et les résultats des États membres de l'Union européenne ayant déjà intégré un modèle de convention citoyenne dans leur processus démocratique au CESE européen. Après le lancement d'une convention citoyenne, les États membres doivent organiser un tirage au sort de dix citoyens et citoyennes les plus représentatives possibles. Suite au vote du Parlement et dans la mesure légale des compétences de l'Union européenne (articles 3 ; 4.6) du traité sur le fonctionnement de l'Union européenne les pays membres s'engagent à fournir des données à jour pour les évaluations menées par une autorité indépendante.



À L'ÉCHELLE EUROPÉENNE

Intégrer d'ici 2030, les organisations de jeunesse au Conseil d'administration (CA) du CESE Européen. A l'initiative du Conseil d'administration du CESE ou à l'initiative citoyenne au niveau européen (Pétition à 1 million de signatures dans 7 pays différents), des conventions citoyennes intergénérationnelles européennes (2CIE) sont organisées. La 2CIE rend des recommandations qui pourront être saisies par la Commission européenne ou par les eurodéputés. Ces recommandations formulées en projets de loi seront votées lors de journées dédiées ajoutées à l'agenda des parlementaires. L'évaluation est menée par un organe indépendant composé d'expertes. Le CESE est garant du processus de la 2 CIE.

Proposition 2

Prendre en compte les priorités des jeunes : écologie et inclusion

Concrètement, comment faire ?



À L'ÉCHELLE NATIONALE

Élargir les compétences du COJ (Comité d'orientations jeunesse) sur les notions d'environnement, d'écologie et d'inclusion dans l'évaluation des politiques jeunesse. Il y aura également la rédaction annuelle, par le COJ, d'un rapport d'évaluation des politiques de jeunesse et d'un rapport d'évaluation de ces questions s'appuie sur des résultats de terrain mesurés par des enquêtes qualitatives et quantitatives, menées via la méthodologie du dialogue structuré. Ces enquêtes et évaluations seront coordonnées par les DRAJES (Délégations régionales académiques à la jeunesse, à l'engagement et aux sports), les CRAJEP (Comité Régional des Associations de Jeunesse et d'Éducation Populaire) ainsi que par toute association de jeunesse à qui l'on en donne la capacité identifiée dans chaque région. Il faudra pour cela allouer les moyens nécessaires, humains et financiers.



À L'ÉCHELLE EUROPÉENNE

Intégrer et développer l'écologie et l'inclusion comme des priorités transversales dans l'ensemble des politiques européennes, ces dimensions constituant des leviers essentiels pour l'amélioration de la santé mentale des jeunes. Leur mise en place pourrait intervenir en 2027 afin de guider la prochaine stratégie des Objectifs européens pour la jeunesse. Créer un comité mixte européen chargé de produire une synthèse globale des évaluations issues des rapports nationaux. Ces rapports, élaborés avec les CNJ (Conseils nationaux de jeunesse) et des expertes scientifiques, évalueront l'application et l'effectivité des priorités environnementales et d'inclusion dans les politiques mises en œuvre dans chaque pays. Le comité diffusera une synthèse graphique inclusive aux CNJ via le Forum européen de la jeunesse, qui assurera ensuite la diffusion d'un rapport auprès des jeunes européennes.



CE QUE LES INSTITUTIONS FONT DÉJÀ



Eurobaromètres jeunesse :

Enquêtes menées par la Commission européenne permettant de recueillir des données quantitatives comparables à l'échelle européenne sur les perceptions, attentes et priorités des jeunes.

Les eurobaromètres reposent sur des sondages réalisés auprès d'échantillons représentatifs et servent principalement

d'outil d'analyse et de suivi des politiques publiques. Ils ne constituent pas un espace de participation directe, mais un instrument d'aide à la décision et à l'évaluation.

jeunes.gouv.fr/decouvrez-leurobarometre-sur-la-participation-des-jeunes-la-vie-civique-et-democratique-de-l-union



CE QUE LES ASSOCIATIONS FONT DÉJÀ



Nightline Europe :

Réseau européen de lignes d'écoute entre étudiantes, porté par des bénévoles et coordonné par Nightline France qui contribue concrètement à l'objectif n°1 sur la santé mentale en produisant des données et recommandations pour les politiques publiques.

nightlines.eu/francais/



Ton Europe, ta voix :

Initiative des MFR qui permet à 120 jeunes en milieu rural de débattre et voter des recommandations au Parlement européen sur des sujets de citoyenneté. Elles sont ensuite transformées en plaidoyer afin d'assurer la prise en compte de l'objectif n°9 « améliorer les conditions des jeunes en milieu rural ».

europe.mfr.fr/ton-europe-ta-voix-pour-la-paix-la-jeunesse-rurale-au-parlement-europeen/



CE QUE DIT LA RÉSOLUTION EUROPÉENNE

Il est recommandé de « continuer de renforcer les mécanismes d'intégration de la dimension jeunesse et de participation régulière des jeunes à l'élaboration des politiques à tous les niveaux, en promouvant le dialogue formel et informel entre les jeunes et les décideurs, en recourant aux évaluations d'impact du point de vue des jeunes, aux "tests jeunesse" et à d'autres mesures pertinentes et en poursuivant l'élaboration de mécanismes formalisés de participation des jeunes, y compris d'autres mécanismes flexibles, afin d'encourager plus de jeunes à participer à la vie civique et à l'élaboration des politiques, le cas échéant. »

GROUPE NATIONAL DE TRAVAIL





Ce manuel est issu des travaux portés dans le cadre de la dynamique Provox entre janvier 2025 et juin 2026. Les réflexions portées au niveau national ont permis de contribuer au dialogue des jeunes avec l'Europe.



Co-funded by the
Erasmus+ Programme
of the European Union

Ce projet a été co-financé avec le soutien de la Commission Européenne. Cette publication n'engage que son auteur et la Commission n'est pas responsable de l'usage qui pourrait être fait des informations qui y sont contenues.



**MINISTÈRE
DES SPORTS,
DE LA JEUNESSE
ET DE LA VIE ASSOCIATIVE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

Ce projet a été co-financé par le Ministère des Sports, de la Jeunesse et de la Vie Associative. Si celui-ci a été impliqué dans l'ensemble de la dynamique Provox, le document présent ne reflète pas une position officielle de celui-ci.

Le présent document contient des extraits ou des mentions de textes législatifs européens. Nous vous rappelons que seules les versions publiées dans les journaux officiels français et européens font foi.





*Pour toute
information*



**N'HÉSITEZ PAS À CONTACTER LE CNAJEP,
coordinateur du Dialogue UE
Jeunesse en France**

par courriel :
dialogue.structure@cnajep.asso.fr

ou par téléphone :
06.33.30.36.99



7PROVOX

Provox, c'est quoi ? C'est la déclinaison française du dialogue de l'UE en faveur de la jeunesse qui permet un dialogue entre jeunes et décideuses pour la conception, la mise en place, le suivi et l'évaluation des politiques européennes de jeunesse. En France, c'est le Cnajep, en tant que Conseil National de la Jeunesse, qui déploie ce dialogue avec des campagnes qui durent 18 mois. En septembre 2026, la 11^e campagne est terminée et la 12^e campagne a commencé.

Pour en savoir plus

→ Rendez-vous sur notre site : **provoy-jeunesse.fr**

Rejoignez-nous sur les réseaux :

 @ProvoxJeunesse
 @ProvoxJeunesse
 @ProvoxJeunesse
 @Provox_insta

Contact : **dialogue.structure@cnajep.asso.fr**